Un guide touristique et militant politique chassÃ© de sa JÃ©rusalem natale

Description

Rachelle Friesen, The Electronic Intifada, 12 dÃ©cembre 2014

A Palestinian woman stands on the rubble of her house that was demolished by Jerusalem municipality w

Une Palestinienne sur les dÃ©combres de sa maison dans le quartier dâ??Issawiyeh Ã JÃ©rusalem, le 1er dÃ©cembre. Le bÃ¢timent a tÃ© dÃ©truit par la municipalitÃ© sous prÃ©texte quâ??il avait Ã©tÃ© construit sans permis (Muammar Awad / APA images).

Il y a un volet politique dans les visites guidÃ©es de JÃ©rusalem effectuÃ©es par Daoud al-Ghoul. Ce dernier, Ã¢gÃ© de 31 ans, lorsquâ??il parcourt la Vieille Ville, emmÃ¨ne les visiteurs rencontrer des rÃ©sidants dont lâ??eau a Ã©tÃ© coupÃ©e par la municipalitÃ© dâ??arrondissement contrÃ´lÃ©e par IsraÃ«l ou des gens qui ont Ã©tÃ© battus ou arrÃªtÃ©s par des soldats. Les Palestiniens que ses invitÃ©s rencontrent, luttent pour maintenir une communautÃ© vivante et forte, en dÃ©pit de la volontÃ© des colons israÃ©liens et des autoritÃ©s de les Ã©liminer complÃ¨tement de leur ville natale.

Les visites guidÃ©es dâ??al-Ghoul vont devoir cesser pour quelques mois.

Au dÃ©but de dÃ©cembre, il a, comme dâ??autres militants â?? Majd Darwish, Saleh Dirbas, Akram Shurafah et Faris Abu Ghanam â?? reÃ§u une ordonnance dâ??expulsion qui leur interdit dâ??entrer Ã JÃ©rusalem et de rentrer chez eux jusquâ??au 30 avril de lâ??annÃ©e prochaine. On nâ??a donnÃ© Ã ces hommes aucun motif pour cette interdiction.

Tous les cinq sont nÃ©s Ã JÃ©rusalem et ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© emprisonnÃ©s par IsraÃ«l. Le 9 dÃ©cembre â?? six jours aprÃ¨s la publication des ordonnances dâ??expulsion â?? al-Ghoul a reÃ§u une deuxiÃ¨me ordonnance de dÃ©portation, de la part dâ??un tribunal militaire de Cisjordanie occupÃ©e, cette fois.

Cette deuxiÃ¨me ordonnance lâ??exclut de la Cisjordanie dans sa totalitÃ©.

Al-Ghoul est un jeune coordinateur des ComitÃ©s de travail sur la santÃ©, une organisation palestinienne qui fournit des services mÃ©dicaux.

Ces ordonnances le mettent dans une position trÃ¨s dÃ©licate : sâ??il quitte la Palestine, il nâ??a pas de garantie que les autoritÃ©s israÃ©lienne le laissent rentrer. Sâ??il reste en place, il risque dâ??Ãªtre emprisonnÃ© de nouveau.

Un dÃ©fi

Sâ??adressant Ã Electronic Intifada, il a lancÃ© une sorte de dÃ©fi. Â« Nous ne cÃ¨derons pas Â» a-t-il dit. Â«Nous nâ??avons pas peur. Nous combattons pour notre avenir et nous nâ??avons rien Ã perdre. Nous refusons cette dÃ©cision. Câ??est notre patrie. Il est de notre droit fondamental de vivre dans nos maisons Ã JÃ©rusalem Â».

Les ordonnances militaires israÃ©liennes violent le droit international. La QuatriÃ¨me Convention de GenÃ¨ve de 1949 interdit Ã une puissance occupante de dÃ©porter les gens qui sont sous occupation.

Al-Ghoul est de Silwan, une partie de JÃ©rusalem proche de la Vieille Ville. Il a passÃ© toute sa vie Ã JÃ©rusalem. Pour autant, lâ??occupation israÃ©lienne le traite comme un Â« rÃ©sidant permanent Â» plutÃ´t que comme un citoyen de la citÃ©.

Il lui est demandÃ© de prouver rÃ©guliÃ¨rement que son Â« centre de vie Â» est Ã JÃ©rusalem. De telles dispositions bureaucratiques limitent gravement ce que les Palestiniens peuvent faire. Sâ??ils veulent Ã©pouser quelquâ??un qui vit en dehors de JÃ©rusalem ou Ã©tudier Ã lâ??Ã©tranger, ils risquent un retrait de leur permis de rÃ©sidence.

Entre 1967 et 2010, IsraÃ«l a retirÃ© leur permis de rÃ©sidence Ã plus de 14 000 Palestiniens Ã JÃ©rusalem, selon OCHA, le groupe de contrÃ´le des Nations Unies.

Nettoyage ethnique pas Ã pas

Le nettoyage ethnique de JÃ©rusalem prend des formes variÃ©es.

Dans la plus grande partie de la Cisjordanie, IsraÃ«l est actif dans la confiscation de terres et la construction de colonies. Mais Ã JÃ©rusalem, ce processus se fait maison par maison, centimÃ¨tre par centimÃ¨tre.

Plus de 35% des terrains de JÃ©rusalem Est occupÃ©e sont rÃ©servÃ©s Ã lâ??extension de la construction de colonies, selon OCHA.

Des colons sâ??emparent souvent de maisons palestiniennes, causant ainsi le dÃ©placement de familles et la fragmentation de communautÃ©s. Les colons sont gÃ©nÃ©ralement accompagnÃ©s de gardes armÃ©s.

De leur cÃ´tÃ©, les Palestiniens se voient rÃ©guliÃ¨rement refuser des permis de construire de nouvelles maisons ou de rÃ©aliser des extensions dans des maisons existantes. Plus de 2 000 maisons palestiniennes ont Ã©tÃ© dÃ©molies dans JÃ©rusalem Est depuis 1967, selon OCHA.

La municipalitÃ© de JÃ©rusalem sous contrÃ´le israÃ©lien prÃ©tend que la raison de la dÃ©molition est que les maisons ont Ã©tÃ© construites sans permis. Or, le processus de demande de permis est, pour les Palestiniens, un labyrinthe kafkaÃ¯en qui aboutit souvent Ã un refus aprÃ¨s que la famille ait dÃ©pensÃ© environ 25 000 dollars amÃ©ricains.

Seuls 5% des Palestiniens qui dÃ©posent des demandes de permis de construire les obtiennent, selon le ComitÃ© IsraÃ©lien contre la DÃ©molition des Maisons. Dans le mÃªme temps, le gouvernement israÃ©lien donne son feu vert Ã la construction de nouvelles colonies.

Cette annÃ©e a Ã©tÃ© particuliÃ¨rement rÃ©pressive. Depuis juin, IsraÃ«l a emprisonnÃ© au moins 1 300 Palestiniens rien que de JÃ©rusalem, dit le club des prisonniers palestiniens.

Daoud al-Ghoul a des traces de la prÃ©sence familiale Ã JÃ©rusalem qui remontent Ã quatre siÃ¨cles. Cela nâ??a pas pour autant empÃªchÃ© IsraÃ«l de lui refuser le droit de vivre et de travailler dans sa ville natale â?? tout comme il lâ??a fait Ã des milliers dâ??autres.

Rachelle Friesen a passÃ© quatre ans Ã travailler Ã JÃ©rusalem avec une organisation dâ??aide internationale. Elle a Ã©tÃ© dÃ©portÃ©e par IsraÃ«l en mai 2014. Elle vit maintenant au Canada.

Traduction: SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source: Electronic Intifada

date crÃ©Ã©e
2014/12/18